

Les eaux souterraines

Un "patrimoine commun" à préserver coûte que coûte...

Elle est souvent là, invisible, inaudible... à couler lentement à 5, 10, 100... mètres sous nos pieds et pourtant elle fait, dans beaucoup de cas, partie de notre vie de tous les jours, directement, quand on ouvre le robinet pour se désaltérer ou se rafraîchir, ou encore indirectement, quand on déguste un fruit qui lui doit en partie sa saveur et son éclat, voire sa survie, pour avoir été arrosé à bon escient durant un été sec et brûlant.

L'eau souterraine est aujourd'hui considérée en Europe, et en France, comme étant un patrimoine commun qu'il faut protéger et préserver pour les générations futures. C'est tout le sens de la Directive Cadre européenne sur l'Eau d'octobre 2000 qui impose d'atteindre le bon état en 2015 au niveau de l'ensemble des masses d'eau. Dans ce combat, le BRGM est très impliqué, depuis la rationalisation du réseau national de suivi des nappes et la construction de la base de données nationale sur les eaux souterraines, jusqu'à l'élaboration d'outils de modélisation complexes et de méthodes socio-économiques innovantes pour développer une nouvelle approche étendue et plus précise de la gestion des ressources en eau.

Mais ce "patrimoine commun" que représentent les eaux souterraines ne pourra véritablement être préservé que lorsque chacun aura vraiment pris conscience, à tous les niveaux, des enjeux et, notamment, de la fragilité de ce capital et de la portée des conséquences de ses actions quotidiennes à son égard. Pour cela, il est nécessaire de continuer à communiquer et à informer sur le sujet. Ce dossier de Géochronique entend montrer le rôle très actif, dans ce domaine, des Agences de l'Eau, des DIREN, des universités, du BRGM et des hydrogéologues du domaine tant associatif que privé.

*D. Pennequin
Chef du Service Eau, BRGM*

